

**N° DP 24/325**

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **AVIS SUR DEMANDE DE L'ENTREPRISE TOULON ENROBES- COLAS POUR UNE DEROGATION PREFECTORALE TEMPORAIRE INDIVIDUELLE AU REPOS DOMINICAL 2024**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** l'article L.3132-26 du Code du Travail,

**VU** l'article L.3132-21 du Code du Travail stipulant que l'avis de l'organe délibérant de la Métropole TPM doit être sollicité lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public (dérogation préfectorale temporaire individuelle),

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n°23/05/078 du Conseil Métropolitain du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** la loi n°2015-990 pour la croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques, promulguée le 6 août 2015,

**VU** le courrier du 03/04/2024 de la Direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités du Var (DDETS 83), ci-annexée, sollicitant l'avis de la Métropole TPM pour une dérogation temporaire au repos dominical concernant la demande formée par l'entreprise TOULON ENROBES - COLAS pour le compte d'Eurovia PACA à propos des dimanches 26 mai et 2 juin 2024 pour 2 salariés dans le cadre de l'opération de travaux d'élargissement de l'A57,

**CONSIDERANT** l'article R.3132-16 du Code du Travail stipulant que l'avis de l'organe délibérant de l'EPCI dont est membre la commune sur le territoire de laquelle se situe le lieu d'intervention des salariés doit être donné dans le délai d'un mois,

**CONSIDERANT** que la Métropole TPM n'émet pas de réserve à cette demande de dérogation au repos dominical,

# DECIDE

## ARTICLE UNIQUE

**DE RENDRE UN AVIS FAVORABLE** sauf avis contraire du Conseil Municipal, à la demande de dérogation préfectorale temporaire individuelle mise en annexe.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

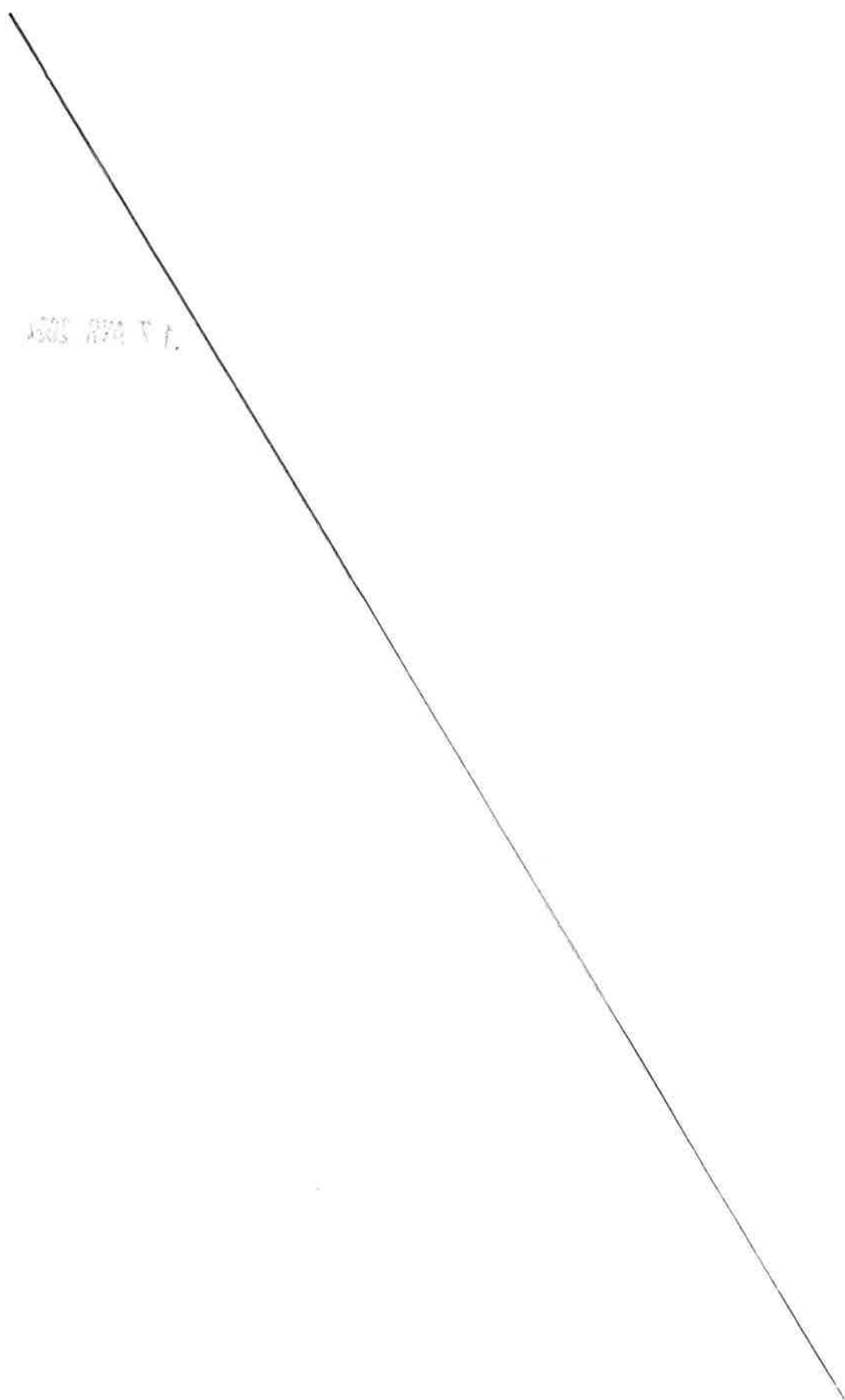
Fait à Toulon, le **17 AVR. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée



A handwritten signature in blue ink, consisting of a series of fluid, connected strokes.



1000 1000 1000



**PRÉFET  
DU VAR**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
de l'emploi, du travail  
et des solidarités**

TOULON, le 03 avril 2024

Affaire suivie par : Agnès MASSA  
Tél. : 07 64 45 67 00  
Mèl. : [agnes.massa@var.gouv.fr](mailto:agnes.massa@var.gouv.fr)  
Mèl : [accord-entreprise@var.gouv.fr](mailto:accord-entreprise@var.gouv.fr)

Le Directeur départemental

à

Monsieur le Président  
de Toulon Provence Méditerranée  
107 bd Henri Fabre  
CS – 30536 -  
83041 Toulon cedex 09

**Objet** : Avis sur demande de dérogation à la règle du repos dominical  
**P.J** : Copie de la demande

En application de l'article L.3132-21 du code du travail, je sollicite l'avis de l'organe délibérant de votre EPCI concernant la demande reçue le 03 avril 2024 formée par l'entreprise TOULON ENROBES - COLAS située ZI de Toulon Est – B.P. 034 – 83087 TOULON Cedex, visant à bénéficier d'une dérogation au repos dominical de ses salariés sur le fondement de l'article L.3132-20 du code du travail (dérogation préfectorale temporaire individuelle).

Conformément à l'article R.3132-16 du code du travail, l'avis des conseils municipaux doit être donné dans le délai d'un mois. J'attire votre attention sur le fait que cette échéance ne prolonge pas le délai de deux mois à compter de la réception de la demande dont je dispose pour rendre une décision.

En conséquence et afin d'éviter que ce dossier ne fasse l'objet d'une décision implicite de rejet, je vous saurai gré de bien vouloir m'adresser cet avis et vos éventuelles observations afin qu'ils me parviennent **avant le 03 mai 2024**

Dans l'hypothèse où votre conseil municipal ne serait pas en capacité de donner son avis dans le délai réglementaire, je vous saurai gré de bien vouloir me communiquer la date de la prochaine session du conseil municipal suivant la réception du présent courrier et de me transmettre son avis dès que celui-ci sera rendu.

Vous trouverez ci-joint copie de la demande formée par l'entreprise TOULON ENROBES- COLAS.

Pour le Préfet et par délégation,  
Pour le Directeur départemental et par  
subdélégation,  
Le Directeur du travail  
Chef du Service Appui et Relations du travail

Emmanuel JOLY

**Préfecture du Var  
CS 31 209  
83070 Toulon Cedex**

**La Garde, le 25/03/2024**

**Objet :** Demande de dérogation au repos dominical dans le cadre de l'opération des travaux de « l'élargissement de l'A57 » les 26 mai et 02 juin 2024

Monsieur le Préfet,

Notre société Toulon Enrobés est amenée à travailler pour le chantier de l'élargissement de l'Autoroute 57 pour le compte d'Eurovia PACA.

Afin de répondre aux exigences de notre client et aux contraintes techniques et logistiques importantes pour ce chantier, nous serons amenés à intervenir les dimanches 26 mai et 02 juin 2024.

En effet, dans le cadre de l'opération des travaux d'élargissement de l'A57, il est nécessaire de reprendre l'étanchéité du Passage Inférieur 116 de l'autoroute A57. La société EUROVIA PACA, intervient en sous-traitance de la société NGE et doit effectuer, dès le samedi 9 mars 2024 à 20h00 des travaux de protection de l'ouvrage, rabotage de la couche de roulement existante et dépose de l'étanchéité existante. Une société mandatée par la société NGE interviendra à la suite de nos travaux pour effectuer des réparations du tablier de l'ouvrage.

A la suite de ces réparations, Eurovia PACA mettra en œuvre la nouvelle étanchéité ainsi que la nouvelle couche de roulement, fabriquée par notre centrale de Toulon Enrobés.

Les travaux de mise en œuvre de l'étanchéité mobiliseront une équipe de deux personnes de 12h00 à 20h00 les dimanches concernés. L'ensemble des travaux nécessitent une coupure de la circulation de l'A57, dans le sens TOULON – NICE. Pour information, la maîtrise d'ouvrage est assurée par SETEC.

Pour répondre à ces impératifs nous devons mettre en place une organisation du travail nécessitant le recours au travail du dimanche.

C'est la raison pour laquelle nous sollicitons auprès de vous et vos services conformément à l'article R.3132-20 du Code du Travail, une dérogation temporaire au repos dominical pour les dimanches 26 mai et 02 juin 2024 pour deux salariés de la société Toulon enrobés.

A cet effet, vous trouverez ci-joint le formulaire de demande de dérogation individuelle au repos dominical.

Nous vous confirmons par ailleurs que les deux collaborateurs de notre société qui seront amenés à intervenir ces dimanches sont tous volontaires et bénéficieront des majorations prévues par la décision unilatérale en date du 1<sup>er</sup> février 2024 et d'un repos compensateur équivalent (autre que le dimanche).  
courrier, la décision unilatérale en date du 1<sup>er</sup> février 2024 relative au travail dominical exceptionnel.

Enfin, nous vous informons que nous transmettons également copie de notre demande et de l'ensemble des documents afférents à la Direction départementale de l'Emploi, du Travail et des Solidarités compétente.

Nous restons à votre entière disposition pour vous fournir tout renseignement complémentaire. Nous vous prions d'agréer, Monsieur Le Préfet, l'expression de nos salutations distinguées.

Jessy LEDUC  
Responsable Industries Colas Côte d'Azur



Alexandre DIAIS  
Directeur Régional Colas Côte d'Azur  
Gérant TOULON Enrobés



 <b>Toulon Enrobes</b>	<b>Attestation d'accord du salarié</b>	 <b>COLAS</b> <small>WE OPEN THE WAY</small>
---	--	---

## ATTESTATION INDIVIDUELLE

### TRAVAIL DOMINICAL

Je soussigné Monsieur BOURHIS Gérard

Atteste par la présente accepter de travailler les dimanches suivants :

- 26/05/2024
- 02/06/2024

Selon la décision unilatérale datée du 01/02/2024

Fait le 25/03/2024, à La Garde

Signature :





 TOULON ENROBES	<b>Attestation d'accord du salarié</b>	 WE OPEN THE WAY
--	--	--

## ATTESTATION INDIVIDUELLE

### TRAVAIL DOMINICAL

Je soussigné Monsieur Garro Frédéric

Atteste par la présente accepter de travailler les dimanches suivants :

- 26/05/2024
- 02/06/2024

Selon la décision unilatérale datée du 01/02/2024

Fait le 25/03/2024, à La Garde

Signature :



## **FORMULAIRE DE DEMANDE DE DÉROGATION AU REPOS DOMINICAL**

L'article L.3132-3 du Code du travail pose le principe général du repos dominical des salariés.

En application de l'article L.3132-20, le Préfet peut accorder à titre individuel et temporaire une dérogation aux établissements qui peuvent établir que le repos simultané de tout le personnel serait préjudiciable au public ou compromettrait le fonctionnement normal de l'établissement.

Afin de permettre l'instruction d'une demande de dérogation au titre de l'article L.3132-20, le demandeur est invité à renseigner le présent formulaire et à le retourner un mois et 8 jours avant le premier dimanche faisant l'objet de la demande.

Celui-ci permettra de procéder aux consultations prescrites par l'article L.3132-21.  
En cas d'envoi tardif, la demande ne sera pas instruite.

**DÉNOMINATION DE LA SOCIÉTÉ :**

SARL TOULON ENROBES

**ENSEIGNE DE L'ÉTABLISSEMENT :**

**ADRESSE DE L'ÉTABLISSEMENT :**

480 AV de Digne, 83130 La Garde

**DATES SOLLICITÉES :**

26/05/2024 & 02/06/2024

**LIEU DE L'INTERVENTION :**

production d'enrobés au départ de Toulon Enrobés pour chantier Eurovia sur l'A57

*L'autorité compétente pour prendre la décision de dérogation au repos dominical est celle du lieu d'intervention des salariés que la société souhaite faire travailler le dimanche, y compris en l'absence d'établissement.*

NATURE DE L'ACTIVITÉ	
<b>Code NAF</b> Indiquer précisément l'activité de l'établissement	2399Z - Fabrication d'enrobés chaud
<b>Convention collective</b> relative à l'activité exercée dans votre établissement Préciser son intitulé	IDCC1702 (Ouvriers) & IDCC2614 (ETAM)

EMPLOI	EFFECTIF TOTAL	DONT MOINS DE 18 ANS
1° Combien l'établissement occupe-t-il habituellement de salariés ?	5 + 1 alternant	0
2° Quel est le nombre de salariés occupés en semaine qui seraient appelés à travailler le dimanche ?	2	0
3° Est-il envisagé de recruter du personnel pour l'exécution du travail du dimanche ? (1)  - à temps plein - à temps partiel	non	non

(1) Préciser la forme du contrat :  
**CDD** : contrat à durée déterminée  
**CDI** : contrat à durée indéterminée

HORAIRES	
Répartition actuelle de la durée du travail (quotidienne et hebdomadaire)	6h30-15h du lundi au vendredi Travail de nuit, en fonction de la demande chantier
Horaire qui serait pratiqué le dimanche	12h-20h
Activité du personnel qui travaillerait le dimanche	
Modalités d'octroi du repos hebdomadaire obligatoire durant la semaine concernée  <i>La semaine civile débute le lundi à 0 heure et se termine le dimanche à 24 heures, Chaque salarié doit bénéficier, au cours de la semaine, d'un jour de repos hebdomadaire (24 heures auxquelles s'ajoute un repos quotidien minimum de 11 heures)</i>	le samedi sera le jour de repos hebdomadaire + récupération d'un jour au choix par le salarié pour compensation du dimanche travaillé

CONTREPARTIES	
<p><b>De quelles contreparties et garanties bénéficieraient les salariés appelés à travailler le dimanche</b></p> <p><u>- majoration de rémunération ?</u></p> <p>- taux ?</p> <p><u>- repos compensateur ?</u></p> <p>- taux ?</p> <p><b>Modalités d'attribution ?</b></p> <p><u>-autres ?</u></p>	<p><b>JOINDRE IMPÉRATIVEMENT</b></p> <p>- l'accord collectif fixant les contreparties accordées aux salariés appelés à travailler le dimanche, qui doit en outre comporter des engagements en termes d'emploi ou en faveur de certains publics en difficulté,</p> <p><b>OU à défaut :</b></p> <p>- la décision unilatérale de l'employeur fixant les contreparties accordées aux salariées et comportant des engagements en termes d'emploi ou en faveur de certains publics en difficultés ou de personnes handicapées,</p> <p>- le procès-verbal des résultats du référendum d'approbation de la décision unilatérale par le personnel concerné,</p> <p><b>et le procès verbal de consultation du CSE de la décision unilatérale,</b></p>
<p>Le personnel appelé à travailler le dimanche est obligatoirement volontaire (L3132-25-4)</p>	<p>L'accord des salariés doit être donné par écrit,</p>
<p>Avis de Comité Social d'Entreprise</p>	<p><b>JOINDRE IMPÉRATIVEMENT</b></p> <p>- Le PV de consultation du CSE</p>

MOTIVATIONS	
<p><b>Motifs invoqués à l'appui de la demande de dérogation ( à détailler)</b></p> <p>Quel serait le préjudice au public si l'activité n'avait pas lieu le dimanche ?</p> <p>En quoi l fonctionnement normal de l'établissement serait-il compromis si l'activité n'avait pas lieu le dimanche ?</p>	<p>Dans le cadre des travaux d'élargissement de l'A57, il est nécessaire de reprendre l'étanchéité du Passage Inférieur 116 de l'autoroute A57.</p> <p>EUROVIA PACA, intervient en sous-traitance de la société NGE et doit effectuer, dès le samedi 9 mars 2024 à 20h00 des travaux de protection de l'ouvrage, rabotage de la couche de roulement existante et dépose de l'étanchéité existante.</p> <p>Une société mandatée par la société NGE interviendra à la suite de nos travaux pour effectuer des réparations du tablier de l'ouvrage.</p> <p>A la suite de ces réparations, Eurovia PACA mettra en œuvre la nouvelle étanchéité ainsi que la nouvelle couche de roulement, fabriquée par notre centrale de Toulon Enrobés.</p> <p>Les travaux de mise en œuvre de l'étanchéité mobiliseront une équipe de deux personnes de 12h00 à 20h00 les dimanches concernés. L'ensemble des travaux nécessitent une coupure de la circulation de l'A57, dans le sens TOULON – NICE.</p>

« Certifié sincère et véritable »

le (date) : 25/03/2024

Signature :

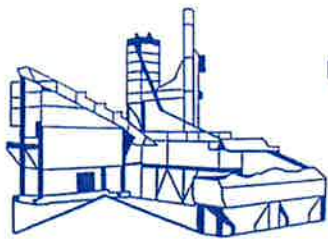


NOM, prénom et qualité : Jessy LEDUC - Responsable Industries COLAS Côte d'Azur

Numéro de téléphone : 07 64 44 38 31

Adresse courriel ; jessy.leduc@colas.com

**Ce document est à adresser en 2 exemplaires à l'adresse suivante :**  
**DDETS du Var, CS 31 209 – 83 070 TOULON CEDEX,**  
**ou à adresser par courriel : [ddets-accord-entreprise@var.gouv.fr](mailto:ddets-accord-entreprise@var.gouv.fr)**



# TOULON ENROBES

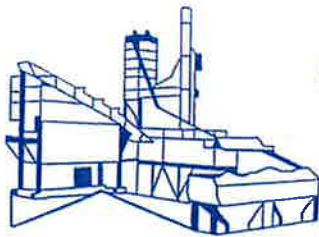
**DECISION UNILATERALE  
RELATIVE AU TRAVAIL DOMINICAL EXCEPTIONNEL  
AU SEIN DE TOULON ENROBES**

**PREAMBULE**

Dans le cadre de son activité de production des enrobés nécessaires aux travaux routiers sur le réseau local et départemental, la Société peut être amenée à exécuter, à la demande de ses clients publics ou privés, dans le cadre de l'exécution de contrats spécifiques, des interventions le dimanche, afin notamment de limiter les conséquences préjudiciables aux usagers.

En l'absence d'accord collectif et de représentants du personnel, la présente décision unilatérale a pour objet de répondre aux obligations, telles que définies à l'article L.3132-25-3 du Code du travail. Plus particulièrement, elle définit les engagements pris par la Société en termes d'emploi ou en faveur de certains publics en difficultés ou de personnes handicapées. Elle prend également en compte l'évolution de la situation personnelle des salariés privés du repos dominical.

**IL EST DECIDE CE QUI SUIT :**



# TOULON ENROBES

## **ARTICLE 1. PRINCIPES DU REPOS DOMINICAL**

La semaine de travail est fixée à cinq jours de travail, consécutifs du lundi au vendredi. Le repos hebdomadaire est, en principe, pris le dimanche, conformément à l'article L.3132-3 du Code du travail.

## **ARTICLE 2. CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DES DEROGATIONS AU REPOS DOMINICAL**

Il est néanmoins possible de déroger au principe du repos dominical, notamment lorsqu'il est établi que le repos simultané, le dimanche, de tous les salariés d'un établissement serait préjudiciable au public.

Cette dérogation au repos dominical, prévue aux articles L.3132-20 et L.3132-25-1 du Code du travail, est accordée par la préfecture.

En tout état de cause, cette dérogation est temporaire, exceptionnelle et limitée aux circonstances fixées par la législation en vigueur. Tout travail dominical doit faire l'objet d'une validation par la hiérarchie et doit être justifié par des situations exceptionnelles. Il ne peut donc résulter d'un acte volontaire d'un salarié dans l'organisation de son temps de travail.

Lorsque l'autorisation est accordée par le préfet, seuls les salariés volontaires peuvent travailler le dimanche.

Afin de permettre aux salariés de gérer la compatibilité de leurs activités avec leurs obligations familiales et personnelles, un délai de prévenance d'un minimum de sept jours calendaires doit être respecté avant la mise en œuvre du travail dominical, sauf circonstances exceptionnelles non prévisibles.

En aucun cas, le refus du travail exceptionnel le dimanche par un salarié ne peut justifier une sanction ou toute autre décision d'ordre professionnel à son encontre.

## **ARTICLE 3. CONTREPARTIES LIEES AU TRAVAIL DOMINICAL**

Les travailleurs entrant dans le champ d'application de la présente décision unilatérale se voient accorder, au titre des périodes de travail dominical effectuées, des contreparties sous forme de repos et sous forme de compensation salariale, selon les modalités définies ci-après.

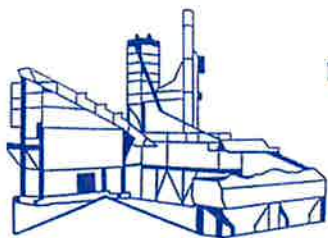
### **3.1. MAJORATION DE LA REMUNERATION**

A titre de la présente décision unilatérale, les salariés amenés à travailler exceptionnellement le dimanche bénéficieront d'une majoration de leur rémunération à hauteur de 100%.

Les heures ainsi rémunérées sont celles effectivement réalisées le dimanche entre 00h et 24h.

Pour les salariés en convention de forfait-jours, ce temps de travail exceptionnel sera décompté en journée ou ½ journée et donnera lieu, sur cette base, à majoration.

Il est rappelé néanmoins que cette majoration ne se cumule pas avec les autres majorations éventuelles, sauf les majorations relatives aux heures supplémentaires ou heures majorées.



# TOULON ENROBES

### **3.2. REPOS COMPENSATEUR**

Les salariés privés de repos dominical bénéficient d'un repos compensateur équivalent. Ce repos doit être pris dans un délai de sept jours.

La demande de prise du repos compensateur doit être formulée, par le salarié, au moins 48 heures à l'avance et doit préciser la date et la durée dudit repos. La Direction peut néanmoins reporter la demande en raison d'impératifs liés au fonctionnement de l'établissement, sans que ce report n'excède six mois.

Il est rappelé que l'attribution de ce repos compensateur ne donne lieu à aucune réduction de la rémunération.

## **ARTICLE 4. ENGAGEMENTS DE L'ENTREPRISE**

### **4.1. SALAIRES CONCERNES PAR LE TRAVAIL DOMINICAL**

Une attention particulière sera portée lors de l'entretien professionnel aux salariés qui ont été concernés par le travail dominical exceptionnel dans l'année écoulée.

L'objectif est de prendre en compte notamment les problématiques et les situations personnelles de ces salariés.

### **4.2. ENGAGEMENT DE L'ENTREPRISE EN TERMES D'EMPLOI OU EN FAVEUR DE CERTAINS PUBLICS**

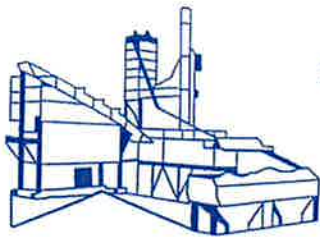
La Société développe une politique spécifique envers certains publics en difficulté afin de favoriser leur insertion professionnelle et le développement de leur évolution professionnelle.

Elle met en place un certain nombre d'actions, telles que : le tutorat, la formation de public en difficulté (EPIDE), le développement des conditions de réponse aux clauses sociales.

La Société s'est également engagée dans une démarche volontaire de développement de l'emploi des travailleurs handicapés se traduisant notamment par :

- les contrats passés avec des Sociétés du secteur protégé,
- la sensibilisation des managers et des salariés au thème du handicap, l'objectif d'intégration de salariés en situation de handicap,
- la volonté d'améliorer le maintien dans l'emploi des salariés (aménagement de postes de travail, reclassement en cas d'inaptitude au poste et de handicap, etc.).





# TOULON ENROBES

La Société s'engage à poursuivre l'ensemble de ses actions en adaptant les moyens et les partenariats mis en œuvre afin de répondre au mieux aux objectifs d'intégration et de développement de la diversité parmi ses salariés.

## **ARTICLE 5. DUREE ET ENTREE EN VIGUEUR DE LA DECISION UNILATERALE**

La présente décision unilatérale est conclue pour une durée indéterminée. Elle sera mise en œuvre, sous réserve des résultats du référendum auprès des salariés, à compter 1er février 2024.

## **ARTICLE 7. NOTIFICATION**

La présente décision est notifiée à chaque salarié concerné.

Les salariés embauchés postérieurement à la notification de la présente décision se verront remettre une notification lors de la remise de leur contrat de travail.

Fait à La Garde, le 1 février 2024 en deux exemplaires.

### **Pour la Société Toulon Enrobés**

Jessy LEDUC  
Responsable Industries COLAS Côte d'Azur

Alexandre DIAIS  
Directeur Régional COLAS Côte d'Azur  
Gérant Toulon Enrobés





# TOULON ENROBES

## REFERENDUM AUPRES DES SALARIES PORTANT SUR LA DECISION UNILATERALE RELATIVE AU TRAVAIL DOMINICAL EXCEPTIONNEL AU SEIN DE TOULON ENROBES

La décision relative au travail dominical exceptionnel a été transmise et expliquée lors d'une réunion d'information le date aux personnels de la société Toulon Enrobés.

Le vote a eu lieu le date. La question posée au personnel concerné :

Etes-vous d'accord avec la décision unilatérale relative au travail dominical exceptionnel concernant la société Toulon Enrobés ?

VOTANTS	Bourmis	ALIX	Guet	DJON	GARRO
SIGNATURES					

### RESULTATS :

OUI : 5

NON :

BLANC :

La décision unilatérale relative au travail dominical exceptionnel au sein de la société Toulon Enrobés est

ACCEPTEE

REFUSEE

